

Cote du document: EB 2015/LOT/G.6
Date: 7 octobre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Programme visant à promouvoir, avec les membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, une gouvernance foncière centrée sur les personnes

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Jean-Philippe Audinet
Conseiller technique principal
téléphone: +39 06 5459 2305
courriel: j. audinet@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexe	
Coalition internationale pour l'accès à la terre: Promouvoir, avec les membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, une gouvernance foncière centrée sur les personnes	3
Appendice	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	1

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Programme visant à promouvoir, avec les membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, une gouvernance foncière à centrée sur les personnes, telle qu'elle figure au paragraphe 5.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Programme visant à promouvoir, avec les membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, une gouvernance foncière centrée sur les personnes

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé d'octroyer un don du FIDA de 2 millions d'USD au titre du guichet mondial/régional à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Programme visant à promouvoir une gouvernance foncière centrée sur les personnes. La proposition de don figure en annexe au présent rapport.
2. Les dons du FIDA ont pour but d'élargir et de valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, les dons du FIDA doivent respecter les trois principes fondamentaux suivants: i) apporter une contribution significative à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; ii) se concentrer sur les interventions pour lesquelles le financement sous forme de dons offre clairement une valeur ajoutée et un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et iii) ne pas se substituer aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA.
3. Les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons sont les suivants: i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement. Les populations rurales pauvres et leurs organisations devraient être au cœur de chaque proposition de don afin que le FIDA remplisse son mandat en aidant ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience.
4. Le programme proposé est conforme au but stratégique et aux objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons. Il va dans le sens de l'orientation stratégique n°3 du programme de dons pour 2015 (organisations paysannes et organisations des peuples autochtones) et contribue à la réalisation de trois des objectifs de la nouvelle politique du FIDA en matière de dons: i) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; ii) accentuer le plaidoyer et

l'engagement dans les politiques; et iii) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement.

Deuxième partie – Recommandation

5. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme visant à promouvoir, avec les membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, une gouvernance foncière centrée sur les personnes, accordera un don ne dépassant pas deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) à la Coalition internationale pour l'accès à la terre, pour un programme de 24 mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Promouvoir, avec les membres de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, une gouvernance foncière centrée sur les personnes

I. Généralités

1. Dans son Cadre stratégique 2011-2015, le FIDA a réaffirmé que garantir l'accès équitable des ruraux pauvres, femmes et hommes, à la terre et le rendre plus équitable faisait partie de ses priorités stratégiques. C'est aussi la mission fondamentale de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (la Coalition), dont le FIDA a été un membre fondateur en 2003.
2. L'axe principal de la Coalition – en sa qualité de réseau mondial d'organisations de la société civile et d'organisations intergouvernementales – a évolué au cours de ses vingt années d'expérience de manière à ce qu'il puisse mieux mener à bien sa mission: de la mobilisation de ressources pour éradiquer la faim à la promotion des droits fonciers; de la sensibilisation à l'influence sur les politiques; de l'action en faveur de l'autonomisation des organisations de la société civile (OSC) à une fonction de catalyseur d'initiatives conjointes. La Coalition s'efforce avant tout d'aider ses membres à avoir un impact au niveau national, et de traduire cet impact en actions d'ampleur mondiale, en cadres régionaux et en points de référence pour une gouvernance foncière centrée sur les personnes.
3. Aujourd'hui, la Coalition, réseau dynamique de 207 organisations membres réparties dans 64 pays, favorise l'accès à la terre et la sécurité foncière par le biais de la recherche, de la gestion et du partage des savoirs, du renforcement des capacités, de la concertation sur les politiques et du plaidoyer. Présente à la fois au niveau national, régional et mondial, la Coalition est en passe de devenir le principal réseau de référence qui soit à même de faire le lien entre les questions foncières et la pauvreté rurale dans des environnements en rapide mutation. L'intérêt croissant que suscite la Coalition est démontré par l'augmentation constante du nombre de membres et leur diversification, le succès des Stratégies nationales d'engagement dans les pays cibles, l'élaboration de nouveaux programmes et de nouveaux partenariats de partage des savoirs (tels que la Matrice foncière et le Portail foncier) et les résultats fructueux obtenus en termes de mobilisation des ressources. La Coalition a pris part à l'élaboration des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, directives qu'elle s'est engagée à promouvoir et à appliquer.
4. Le présent programme, qui sera mis en œuvre sur deux ans, coïncide avec la dernière année du Cadre stratégique 2011-2015 de la Coalition et avec la première année de sa Stratégie pour 2016-2021, adoptée par les membres de la Coalition lors de l'Assemblée générale à Dakar (Sénégal), en mai 2015. Grâce à ce don, la Coalition sera à même de consolider les acquis obtenus durant la période couverte par son Cadre stratégique, d'évaluer ses résultats, et de mettre à profit les enseignements tirés alors qu'elle s'apprête à mettre en œuvre sa nouvelle stratégie.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. L'objectif de ce programme – garantir l'accès équitable des ruraux pauvres, femmes et hommes, à la terre – est en harmonie avec la politique du FIDA relative à l'accès à la terre et à la sécurité foncière et avec l'appui qu'elle prête à l'application des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts. Les engagements pris par la Coalition en faveur d'une gouvernance foncière centrée sur les personnes sont le

reflet du consensus auquel sont parvenus les membres du réseaux s'agissant de mettre en œuvre les directives en question.

6. Le don s'inscrit dans le droit fil du premier objectif du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 du FIDA, à savoir "une base de ressources naturelles et d'actifs économiques à l'intention des ruraux pauvres, femmes et hommes, plus résistante au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et à la transformation des marchés". De plus, en déclarant que "le FIDA s'attachera à garantir l'accès des ruraux pauvres, femmes et hommes, à la terre et à l'eau et à le rendre plus équitable, ainsi qu'à améliorer leur sécurité foncière, conformément à la Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière", il soutient le domaine thématique du FIDA relatif aux ressources naturelles – terre, eau, énergie et biodiversité.
7. Le don va dans le sens de l'orientation stratégique n°3 du programme de dons pour 2015 (organisations paysannes et organisations des peuples autochtones) et contribue à la réalisation de trois des objectifs de la nouvelle politique du FIDA en matière de dons, à savoir: i) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; ii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iii) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement.

III. Le programme proposé

8. L'objectif global du programme est de permettre aux femmes et aux hommes pauvres d'avoir un accès sûr et équitable à la terre. Ses objectifs spécifiques sont les suivants:
 - Objectif 1: appuyer la réalisation des initiatives entreprises au titre du Cadre stratégique de la Coalition pour 2011-2015 et regrouper les enseignements tirés au profit de la stratégie successive.
 - Objectif 2: mettre en œuvre des initiatives dans le cadre de la nouvelle Stratégie de la Coalition pour 2016-2021.
9. Les groupes cibles sont composés de petits agriculteurs marginalisés, en particulier des femmes; de populations rurales qui dépendent de ressources collectives; de populations rurales sans terre; et de populations touchées par des conflits fonciers. Les membres et partenaires locaux et nationaux de la Coalition, qui représentent ces groupes cibles ou appuient leurs intérêts fonciers par le biais de l'assistance technique, du renforcement des capacités, du partage d'informations, des activités de sensibilisation et de la concertation sur les politiques, seront les bénéficiaires directs de ce programme. On s'attend à ce que les personnes intervenant dans des projets de développement agricole, d'élevage, de parcours et de gestion des ressources nationales tirent parti de l'amélioration apportée à la politique foncière.
10. Le programme, dont la durée sera de deux ans, comprendra deux grandes composantes:
 - i) Composante 1: Réalisation des initiatives entreprises au titre du Cadre stratégique de la Coalition 2011-2015 et regroupement des enseignements tirés au profit de la nouvelle stratégie. Pour cela, il faudra continuer à mettre l'accent sur la mise en œuvre des Stratégies nationales d'engagement; sur le suivi foncier au niveau national (notamment la conformité avec les instruments internationaux); sur la sensibilisation concernant les processus et systèmes fonciers, d'envergure mondiale et régionale; sur le développement accru d'outils de savoirs à l'intention des membres de la Coalition et le suivi des activités au niveau mondial et régional; sur la systématisation des savoirs moyennant la constitution d'une base de données des bonnes pratiques; et sur le renforcement des capacités. Afin de recenser et de regrouper les enseignements en vue de leur intégration dans la nouvelle stratégie, deux activités seront menées en 2015 et viendront

contribuer à la réalisation du quatrième objectif du Cadre stratégique: a) mise en œuvre du plan d'action élaboré à la suite de l'examen à mi-parcours du cadre; et b) évaluation et détermination de l'impact du cadre.

- ii) Composante 2: Mise en œuvre des initiatives établies dans le cadre de la nouvelle stratégie (de janvier 2016 à septembre 2017). Une feuille de route guidera la réalisation des initiatives, par le biais notamment de l'appui-relais offert grâce au don. Conformément aux procédures de planification de la Coalition, les membres de la Coalition, par l'intermédiaire des forums fonciers régionaux, détermineront des initiatives spécifiques et des résultats attendus en harmonie avec la stratégie, ainsi que 10 engagements au titre du présent programme, en vue de leur intégration dans le programme de travail et budget annuel (que le FIDA, en sa qualité de membre de la Coalition et de co-président du Conseil, approuve pour l'année suivante). En 2016, il est prévu que les Stratégies nationales d'engagement – clé de voûte des travaux de la Coalition – bénéficient d'un appui constant et renforcé.

IV. Produits escomptés

11. On attend de ce programme les produits suivants:

- i) Produit 1: les partenariats de collaboration sur les questions de gouvernance foncière sont renforcés dans les pays cibles de la Coalition; des dispositifs de mise en œuvre de politiques foncières favorables aux pauvres sont testés, documentés, partagés et adoptés; les OSC, les organisations internationales, les gouvernements et les autres acteurs concernés comprennent mieux les questions foncières; les processus mondiaux/régionaux bénéficient des perspectives, savoirs et compétences d'acteurs qui sont en général exclus de ce type de forums, et les mettent à profit; l'une des plus importantes plateformes en ligne au niveau mondial, facile d'accès et d'utilisation, est mise en place pour partager les informations ayant trait à la terre; l'écart entre les militants au niveau local et la recherche universitaire sur les questions foncières est comblé; et l'évaluation et la détermination de l'impact du Cadre stratégique de la Coalition sont conduites par un cabinet indépendant, et les résultats sont largement diffusés.
- ii) Produit 2: la Coalition devient pour les membres des différentes catégories un espace d'interaction, de collaboration, de partage et d'expression de la solidarité au niveau national, régional et international, au sein d'un réseau dynamique, diversifié et décentralisé et respectueux de la parité hommes-femmes; les membres utilisent la Coalition pour entrer en contact avec d'autres acteurs du changement, en particulier au niveau national (mouvements de base, gouvernement et autres institutions publiques, et secteur privé); la Coalition devient pour les membres un espace où ils peuvent trouver des solutions et améliorer les pratiques en testant, transposant et reproduisant à plus grande échelle des approches de gouvernance foncière pour et avec les personnes; la Coalition offre aux membres et à d'autres individus la possibilité de renforcer leurs capacités par le biais de la documentation, de la production et du partage des savoirs, de manière à transformer ces derniers en action; les membres de la Coalition élaborent et utilisent des descriptions et des positions communes pour plaider ensemble en faveur des dix engagements pris au titre du programme; la Coalition aide ceux qui vivent sur les terres et en tirent leurs revenus, leurs dirigeants et leurs organisations, à jouer le rôle d'interlocuteurs du gouvernement, de leurs partenaires de développement et des acteurs du secteur privé pour ce qui concerne les décisions relatives à la terre; et la Coalition recueille, échange et met à disposition des données pour

revendiquer les droits, promouvoir la transparence et responsabiliser les décideurs.

V. Modalités d'exécution

12. Toutes les activités seront mises en œuvre par les membres et partenaires de la Coalition. Le Secrétariat dirigera et coordonnera l'exécution, sous la supervision du Conseil de la Coalition. Au niveau régional, le secrétariat décentralisé est actuellement hébergé par la Southern Alliance for Indigenous Resources (SAFIRE), à Harare (Zimbabwe), pour l'Afrique; le Consortium pour la réforme agraire, à Jakarta (Indonésie) pour l'Asie; et le Centro Peruano de Estudios Sociales, à Lima (Pérou) pour l'Amérique latine.
13. Le FIDA exécutera, pour le compte de la Coalition, les engagements budgétaires, la comptabilité, les décaissements et les opérations du programme, conformément aux règles et procédures qu'il applique à ses propres ressources. Les marchés relatifs aux biens, aux services et aux consultants qui seront passés dans le cadre du programme devront être conformes aux procédures établies par le FIDA.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

14. Ce don permettra de financer la mise en œuvre et la clôture du Cadre stratégique 2011-2015 de la Coalition ainsi que les activités réalisées dans le cadre de la nouvelle Stratégie pour 2016-2021. Le coût total des activités de la Coalition, qui seront mises en œuvre sur deux ans, est estimé à 17,5 millions d'USD. Le programme sera financé grâce à un don octroyé par le FIDA à hauteur de 2 millions d'USD et un don de 15,5 millions d'USD financé par d'autres membres, partenaires stratégiques et donateurs. Sur ce cofinancement de 15,5 millions d'USD, un montant de 10 millions d'USD a déjà été obtenu¹.
15. Le plan du FIDA concernant ses relations futures avec la Coalition (document EB 2006/89/R.36) fixe comme objectif qu'au moins 65% du financement de la Coalition proviennent d'autres sources que le FIDA. Depuis décembre 2008, la Coalition a atteint voire dépassé cet objectif et est déterminée à poursuivre sur cette voie. Par rapport au budget total du programme proposé au titre de ce don de deux ans, la nouvelle contribution du FIDA serait équivalente à 11% du financement total du budget de la Coalition.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Réalisation des initiatives mises en œuvre au titre du Cadre stratégique de la Coalition 2011-2015 et regroupement des enseignements tirés au profit de la nouvelle stratégie	1 000 000	7 000 000	8 000 000
2. Mise en œuvre des initiatives établies dans le cadre de la nouvelle stratégie (de janvier 2016 à septembre 2017)	1 000 000	8 500 000	9 500 000
Total	2 000 000	15 500 000	17 500 000

¹ Un cofinancement à hauteur de 10 millions d'USD a été obtenu. Pour 2015, les fonds de cofinancement proviennent de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), de la Direction du développement et de la coopération (DDC), de la Commission européenne et du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas (MOFA). En 2016-2017, les fonds de cofinancement proviennent de la DDC, du Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA) et de l'ASDI. Le montant total du cofinancement représente 83% de la proposition. En plus de ce cofinancement déjà obtenu, des négociations sont en cours avec l'American Jewish World Service, la Commission européenne, le MOFA et la DDC pour l'octroi de 5,5 millions d'USD supplémentaires pour 2016-2017, ce qui permettrait d'accroître le cofinancement à hauteur de 89%.

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>2015</i>	<i>Janv. 2016-Sept 2017</i>	<i>Total</i>
1. Frais généraux et frais de gestion	50 000	50 000	100 000
2. Traitements et indemnités	230 000	230 000	460 000
3. Frais de voyage et indemnités	40 000	40 000	80 000
4. Dons	500 000	500 000	1 000 000
5. Services de consultation	180 000	180 000	360 000
Total	1 000 000	1 000 000	2 000 000

Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Enable poor women and men to achieve secure and equitable access to land	farmers with enhanced tenure security as result of projects directly supported by ILC (target 500.000 HH) amount of land more sustainably managed (200.000 HA)	ILC M&E system; Independent impact assessment of ILC SF	Decision makers keep land issues high in their agendas
Objectives	<p><u>Objective 1:</u> To support the completion of initiatives under the current ILC Strategy 2011-2015: influer, dans l'intérêt des populations rurales, sur la formulation et la mise en œuvre des politiques foncières nationales; Peser sur les processus et régimes fonciers d'envergure mondiale et régionale à l'appui de politiques et d'une gouvernance foncières favorables aux pauvres Mettre en place un réseau de connaissances de pointe sur la gouvernance foncière, afin de concourir à l'amélioration significative du suivi, du partage et de l'assimilation des savoirs dans le domaine foncier</p> <p><u>Objective 2:</u> To implement initiatives under the new ILC Strategy 2016-2021: (i) CONNECT members to each other and to change-makers beyond the Coalition, creating opportunities for dialogue, mutual learning, and joint action (ii) MOBILISE members by facilitating informed and effective action, through accessible and usable knowledge and tools, and by creating opportunities for innovation, piloting, and scaling up (iii) INFLUENCE key decision-makers, including governments, their partners, and corporate actors and investors to engage with civil society actors as legitimate and necessary interlocutors and partners in achieving land governance for and with people</p>	<p>200 of non-ILC actors participating in MSP/regional initiatives 10 joint initiatives by ILC members (around PCLG) 3 tools for popularization, implementation or monitoring related to VGGT and other intl instruments with inputs from ILC (4 out of 5) average rating of satisfaction by beneficiaries of learning routes, capacity building and training activities</p> <p>10 target countries in which people-centred land governance provisions in national land law and policy are strengthened 10 target countries in which implementation of people-centred land policy is improved 5 govts and relevant actors who use ILC data/inputs</p>	<p>ILC M&E system ILC reports to its Council Legislative and legal provisions in target countries Monitoring governments targets and media reports Progress reports of supported actions Monitoring international targets and media reports Biennial survey of ILC membership Land Matrix and Land Portal webpage Survey reports Participants questionnaire</p>	NES countries enjoy a stable political environment necessary for land reform and policy implementation
Outputs	<p><u>Objective 1:</u> 1.1. Collaborative partnerships on land governance issues are strengthened in ILC focus countries; 1.2. Mechanisms for the implementation of pro-poor land policies are pilot-tested, documented, shared and adopted; 2.1. CSOs, international organizations, governments and other concerned actors have a better understanding of land issues; 2.2 Global/regional processes benefit from/are informed by perspectives, knowledge, or expertise of actors traditionally excluded from such forums; 3.1 A world-leading, easy access, easy to-use online platform is established for sharing land-related information; 3.2. The gap is bridged between grassroots activism and academic research on land issues; and</p>	<p>10 country level collaborative partnerships involving ILC members and relevant govt and non- govt partners 10 Global advocacy events, organised ,or attended (panel discussions, side events, etc) 5 Policy briefs, declarations, and policy papers resulting from ILC consultations At least 100 baseline country pages completed for the Land Portal 5 Workshops and other knowledge sharing events 50% members involved in impact assessment 50% recommendations reflected in the Roadmap 5 of specific thematic issues and/or working groups/initiatives relevant to 10 commitments (eg community land rights, community conservation, gender justice and women's land rights, indigenous peoples, corporate sector, etc.) initiated or made critical</p>	<p>Progress and final reports from grant recipients Travel reports from ILC Secretariat and Regional Coordination Units Workshop proceedings and documentation Rapports d'évaluation Policy briefs Membernet analytics Membernet</p>	<p>Multi-stakeholder actors in NES processes openness to collaboration and commitment to people-centred land governance Members collaborate in the assessment of the ILC SF Members openness to discuss and share experiences and results, as well as adapt and change</p>

	<p>4.1. Evaluation and Impact Assessment of the ILC SF 2011-2015 is undertaken by an independent firm and widely shared</p> <p><u>Objective 2:</u></p> <p>1.1 Members across different categories use ILC as a space to interact, collaborate, share, and express solidarity at country, regional, and international levels, in a vibrant, gender-just, diversified, and decentralised network;</p> <p>1.2 Members use ILC as a bridge to connect to other change-makers, especially at the country level, including from grassroots movements, govt. and other public institutions, and private sector;</p> <p>2.1 Members use ILC as a space to identify solutions and improve practice, by piloting, replicating, and scaling up approaches to land governance for and with people;</p> <p>2.2 ILC provides opportunities for members and others to develop their capacities, by documenting, producing, and sharing knowledge so as to transform it into action;</p> <p>3.1 ILC members develop and use shared narratives and common positions to jointly advocate for the 10 commitments of PCLG;</p> <p>3.2 ILC supports those who live on and from the land, their leaders and their organisations to play a role as interlocutors of government, their development partners, and private sector actors in decision-making over land; and</p> <p>3.3 ILC collects, shares, and makes data available to claim rights, promote transparency, and hold decision-makers accountable.</p>	<p>contributions to by ILC</p> <p>9 consultations on key thematic areas/policy processes (see global)</p> <p>MemberNet: 150 users and frequency (return rate of 25%)</p> <p>25 Multi stakeholder Platforms/collaborative partnerships for policy dialogue on land governance at country level created to connect actors and narratives at country level</p> <p>60 change makers, including ILC's Strategic Partners, HR institutions, others, engaged with ILC members in policy formulation/implementation at country level.</p> <p>10 NES facilitators</p> <p>50 best practices, publicly available for use at all levels</p> <p>25 joint actions, initiatives organised by members and platforms</p> <p>5 monitoring of land-related processes and outcomes utilized to evaluate national and international frameworks, and utilized to make recommendations to change-makers</p> <p>10 occasions where Private Sector Actors engage with local communities through ILC members to share benefits and avoid eviction, expulsion and exclusion</p> <p>10 change makers that show commitment to gender justice using their tools</p> <p>20 countries profiled with scorecard system as baseline for PCLG adoption/ implementation in focus countries</p> <p>10 exchanges among members based on horizontal mentoring and joint missions</p> <p>10 declarations/position papers/ policy briefs resulting from consultations</p> <p>5 global and regional level policy dialogue/ processes are informed by ILC members experiences (meetings)</p> <p>10 Land Watch/ observatories that inform National Engagement Strategies</p> <p>50 actors using data generated by monitoring activities of the ILC</p>	<p>satisfaction survey</p> <p>ILC membership vibrancy survey</p>	<p>perspectives</p>
<p>Key Activities</p>	<p>Implementation of National Engagement Strategies in 20 countries;</p> <p>Land monitoring at national level (including of compliance with international instruments);</p> <p>Advocacy around global/regional land processes and systems;</p> <p>Monitoring and knowledge generation at global/regional level;</p> <p>Empowerment and capacity-building of CSOs, especially farmers' organizations to enhance the effectiveness of their work on land</p> <p>Implementation of Action Plan in response to the Mid-term Review</p> <p>Evaluation and Impact Assessment of the ILC SF 2011-2015</p>			